

ÉTAT DES FONDS PRIVÉS RELATIFS À LA GUERRE D'ALGÉRIE.

<b>363 AP.</b> Fonds René Mayer	<b>539 AP.</b> fonds Donnedieu de Vabres
<b>365 AP.</b> Fonds Michel Aurillac	<b>546 AP.</b> Fonds Henri-Paul Eydoux
<b>404 AP.</b> Fonds Paul Devinat	<b>552 AP.</b> Fonds Vincent Auriol
<b>[452 AP] 628 Mi.</b> Fonds René Coty	<b>553 AP.</b> Fonds André Boutemy
<b>457 AP.</b> Fonds Georges Bidault	<b>560 AP.</b> Fonds René Pleven
<b>492 AP.</b> Raymond Tournoux	<b>561 AP.</b> Fonds Georgette Elgey
<b>505 AP.</b> Fonds Edgar Faure	<b>571 AP.</b> Fonds Joël Le Theule
<b>518 AP.</b> fonds Marcel Naegelen	<b>581 AP.</b> Fonds du P.S.U.
<b>538 AP.</b> fonds Eugène Claudius-Petit	<b>582 AP.</b> Fonds Jacques Kosciusko-Morizet.

**363 AP**

**Fonds René Mayer**

*Maire de Giverny (Eure) de 1945 à 1953, élu député de la deuxième Assemblée constituante en 1946, puis député radical de Constantine de 1946 à 1956, René Mayer fait partie des adversaires du projet de Constitution adopté par l'Assemblée le 29 septembre 1946. Il est ministre de la Défense nationale en juillet-août 1948. Garde des Sceaux d'octobre 1949 à août 1951, il est l'auteur de la loi d'amnistie concernant les collaborateurs de Vichy, adoptée le 5 janvier 1951. Vice-président du Conseil et ministre des Finances et des Affaires économiques d'août 1951 à janvier 1952, il est président du Conseil, de janvier à mai 1953.*

**363 AP 31** [communicable à 60 ans]

*Dossier 2*

Organisation paramilitaire du Parti du peuple algérien (PPA) : rapports du procureur général d'Alger sur les arrestations auxquelles on a procédé pour atteinte à la sûreté extérieure de l'Etat et sur les sentences rendues par les tribunaux de Bône, Oran et Bougie ; instructions de R. Mayer, garde des Sceaux, au procureur ; rapport sur les événements de Batna et demande et levée de l'immunité parlementaire du député d'Alger Mohammed Khider, impliqué dans l'affaire dite "du complot algérien".  
avril 1950-juillet 1952

*Dossier 3*

Note et lettres sur Ferhat Abbas ; télégrammes et correspondance des maires du département de Constantine sur la démission de Marcel-Edmond Naegelen, gouverneur de l'Algérie, le 9 mars 1951 ; extraits de presse sur la Fédération des maires du département de Constantine ; rapports sur le terrorisme en Algérie, en particulier dans l'est du Constantinois ; lettres du parti radical socialiste ; divers.  
1948-décembre 1955.

**363 AP 32** [communicable à 60 ans]

*Dossier 1. Correspondance : A-D.*

Correspondance et requêtes diverses : Pierre-Charles-Dupuch, préfet de Constantine, 1954-1957 ; Marcel Debrieu, sénateur de Constantine, 1947-1957 ; Mgr. Léon-Etienne Duval, évêque de Constantine et Hippone, 1949-1954.

octobre 1947-décembre 1957

*Dossier 2. Correspondance : E-K.*

Abderrahmane Farès, président de l'Assemblée algérienne, 1953 ; Fernand Fournier, conseiller agricole en retraite, 1948-1950 ; le Docteur Jean Fournier, 1947 ; Roger Fournier, président du Conseil général de Constantine, 1946-1958 ; Georges Caumont, conseiller général de Constantine, 1950-1958.

août 1946-mars 1958

*Dossier 3. Correspondance : L-N.*

Eirik Labonne, ex-résident général au Maroc, membre de la Commission et des organismes d'études de l'Union française de la Présidence du Conseil, 1951-1954 ; Roger Léonard, gouverneur général de l'Algérie, 1951-1955 ; Maurice E. Naegelen, gouverneur général de l'Algérie, 1949-1950.

octobre 1949-janvier 1955

*Dossier 4. Correspondance : O-Z*

Maurice Papon, préfet de Constantine, 1949-1957 ; Louis Périllier, préfet de Haute-Garonne, ex-résident général de France à Tunis, 1950 et 1957 ; René Petitbon, préfet de Constantine, 1946-1952 ; Etienne Renucci, procureur général de Tunis en retraite, 1952 ; Joseph Renucci, notaire à Constantine, 1946-1958.

janvier 1946-février 1958

### **365 AP**

#### **Fonds Michel Aurillac**

*Ancien élève de l'E.N.A. et maître des requêtes au Conseil d'Etat, Michel Aurillac (né en 1928) fit partie en 1958 du groupe de travail présidé par Michel Debré chargé de préparer la nouvelle Constitution. Directeur du cabinet du ministre-conseiller pour les Affaires culturelles et juridiques, il participa, de 1959 à 1963, au gouvernement de Léopold Sédar Senghor, au Sénégal, et intervint également dans l'élaboration des constitutions du Togo, du Tchad, du Gabon et de la République Centrafricaine.*

#### **365 AP 7** [sur autorisation]

Etudes préparatoires sur le projet de statut de l'Algérie. 1956-1957.

#### **365 AP 8** [sur autorisation]

Algérie : dossiers divers. 1958.

### **404 AP**

#### **Fonds Paul Devinat**

*Elu en 1946 député de Saône-et-Loire, Paul Devinat fit partie de nombreuses commissions parlementaires : Affaires étrangères, Finances, territoires d'outre-mer. C'est ainsi qu'il se rendit en Indochine à plusieurs reprises, pour y contrôler l'utilisation des crédits militaires, puis en Algérie avec la même mission, à Madagascar, à la Réunion, à l'Ile Maurice et à Djibouti, et dans les anciennes A.O.F. et A.E.F.*

#### **404 AP 22-25**

Commissions parlementaires : Afrique du Nord. 1950-1957.

[452 AP]

**628 Mi**

**Fonds René Coty**

*Avocat, député républicain de gauche (1923-1935), sous-secrétaire d'Etat à l'Intérieur (1930) puis sénateur (1935-1940), René Coty (1882-1962) présida le groupe des Indépendants à l'Assemblée nationale (1946), fut nommé ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme (1947-1948) et élu membre du Conseil de la République (1948-1954). Président de la IV<sup>e</sup> République (après Vincent Auriol, 1954), il se prononça pour le retour du général de Gaulle après la crise du 13 mai 1958 à Alger (message du 29 mai 1958) et lui abandonna ses fonctions présidentielles lorsque furent mises en place les institutions de la V<sup>e</sup> République.*

**628 Mi 1-2**

Ecrits et prises de position de René Coty. 1927-1962.

Correspondance. 1948-1958.

Voyages. 1954-1958.

Documentation. 1884-1983 et s.d.

**457 AP**

**Fonds Georges Bidault**

*Après avoir été six mois président du gouvernement provisoire (et ministre des Affaires étrangères, de juin à décembre 1946), Georges Bidault est investi président du Conseil en octobre 1949 et à nouveau pressenti en juin 1952. Lors des négociations internationales de Genève qui suivent le désastre de Diên Biên Phu, le gouvernement Laniel tombe, et Georges Bidault est remplacé par Pierre Mendès France qui cumule les Affaires étrangères et la présidence du Conseil. Georges Bidault prend totalement fait et cause pour les positions de l'Algérie française. Il s'oppose violemment à la politique algérienne du général de Gaulle, au point d'être recherché pour complot contre la sûreté de l'Etat. Son immunité parlementaire est levée en 1962, et il est contraint à l'exil, puis amnistié en 1968.*

**457 AP 105**

Généralités : notes concernant principalement la situation en A.F.N., les réformes administratives et la nationalisme, notamment en Algérie ; comptes rendus de débats à l'Assemblée nationale, fragments de discours ; prises de positions diverses sur les problèmes nord-africains.

1944-1959

**457 AP 106**

Coupures de presse sur les journées de février 1956 ; comptes rendus de débats à l'Assemblée nationale ; documentation imprimée ; exemplaires de Liberté, organe clandestin du Parti communiste algérien ; directives diverses, notamment le recueil édité par le gouvernement général de l'Algérie, Pour l'Algérie, pour la France. Directives aux autorités locales, avril 1956 ; rapport du colonel Lanusse sur "l'action psychologique et l'action politique", août 1956 ; notes et correspondance ; article de G. Bidault sur l'A.F.N.

1956

**457 AP 107**

Brochures et bulletins divers, correspondance, notes, comptes rendus de débats parlementaires, coupures de presse.

1957

#### **457 AP 108**

Correspondance ; notes, rapports, documentation imprimée, concernant notamment l'évolution générale de la situation algérienne au printemps 1958, la crise gouvernementale française d'avril 1958, la campagne de presse sur les tortures en Algérie.

1958

#### **457 AP 109**

Correspondance ; manifestes pour l'Algérie française ; fragments de discours de G. Bidault et texte de son intervention devant l'Assemblée nationale le 14 octobre 1959 ; bulletins divers ; coupures de presse.

1959

#### **457 AP 110**

Correspondance ; tracts ; bulletins divers ; coupures de presse ; texte de discours prononcés au colloque de Vincennes sur l'Algérie française le 20 juin 1960.

1960

#### **457 AP 111**

Correspondance, discours de G. Bidault, 1961-1962 ; œuvres diverses sur l'Algérie, notamment celles de François Michel, "Essai pour une paix en Algérie française et un monde meilleur" et *Christ et croissant pour l'Algérie nouvelle*.

1959-1962

### **492 AP**

#### **Fonds Raymond Tournoux**

*Né le 15 août 1914 aux Rousses (Jura), Raymond Tournoux fit des études de journalisme et commença sa carrière comme secrétaire de rédaction à la République de l'Est (1934-1939) puis comme rédacteur à la radiodiffusion (1941-1946). Il devint bientôt chef de service à Libération puis à Ce Matin jusqu'en 1950. Editorialiste à l'Information (1950-1955), à Combat, au Progrès de Lyon (1945-1962) et au Figaro (1976-1980), il collabora également à Paris-Match dont il fut le directeur politique de 1964 à 1976. Auteur de nombreux livres concernant le maréchal Pétain et le général de Gaulle, il est décédé en 1997.*

#### **492 AP 1-18**

Ce fonds n'étant pas classé, il ne s'agit que d'un état sommaire de son contenu [non communicable jusqu'en 2008] : dossiers de documentation, dont les principaux concernent le général de Gaulle et l'Algérie : résumés d'interviews, notes, correspondance reçue à la parution de ses livres.

### **505 AP**

#### **Fonds Edgar Faure**

*A la Libération, Edgar Faure devient secrétaire général adjoint chargé des services législatifs de la présidence du Comité français de la Libération puis du gouvernement provisoire à Alger (juin-juillet 1944) et procureur général adjoint français au Tribunal militaire international de Nuremberg (1945). Edgar Faure se lance alors dans une carrière politique : il est député radical-socialiste du Jura de 1946 à 1958, député du Doubs de 1967 à 1980, président de l'Assemblée nationale de 1973 à 1978, président du Conseil de la région Franche-Comté de*

*1974 à 1981, président du Conseil général du Jura de 1949 à 1967, maire de Port-Lesney (Jura) de 1947 à 1970 puis de 1983 à 1988, maire de Pontarlier de 1971 à 1977 et sénateur du Doubs. Edgar Faure occupe également de nombreux postes ministériels : il est à plusieurs reprises Président du Conseil (1952, 1955-1956), ministre des Finances (1949-1951, 1953, 1958), de la Justice (1951), des Affaires étrangères (1955), de l'Agriculture (1966-1968), de l'Education nationale (1968-1969) et des Affaires sociales (1972-1973).*

#### **505 AP II 116**

Documentation sur l'Algérie. 1956-1958.

#### **505 AP II 147**

Notes, articles sur l'Algérie. 1958-1959.

#### **505 AP II 148**

Brochure du cabinet du ministre de l'Algérie. 1957.

#### **505 AP II 156**

Algérie : coupures de presse, tracts, déclarations (1960-1965).

Observations de Soustelle sur le rapport du général Jacquot sur l'Algérie (1956).

#### **505 AP II 343**

Notes politiques (fin 1955-janvier 1956), étude Maisonneuve (1955-janvier 1956), évolution de la situation en Algérie, représentation de l'Algérie, réformes institutionnelles, renforts militaires, rapport du général Jacquot et rapport Soustelle ; documentation, JO postérieurs à janvier 1956.

#### **505 AP II 344**

1°) statut de l'Algérie (1947) ; relations des gouverneurs généraux avec les ministères (1944-1951) ; affaire de l'oued Amiz (novembre 1954) ; allocution de Amar Naroun, député de Constantine (décembre 1954).

2°) janvier-février 1955 : rapport Léonard sur intégration ; lettre de Soustelle à Mendes-France.

3°) mars-juin 1955 : télégrammes divers ; questions militaires ;

4°) juin 1955 : rapport Maspétiol sur les relations financières entre la métropole et l'Algérie

5°) juin-juillet 1955 : notes politiques (Soustelle), entretiens du 20 juin avec M. Dillon ; notes militaires

6°) août 1955 : documents émanant des R.G. sur l'attaque d'El Alia et les assassinats politiques de Constantine

7°) évasion de Ben Boulai d et de dix autres condamnés à mort

8°) discours (1955)

9°) informations musulmanes, propagande par le cinéma, interventions auprès de différents gouvernements arabes (1955)

10°) rapport de la mission de réorganisation du gouvernement général en Algérie

11°) P.-V. du comité de coordination

### **518 AP**

### **Fonds Marcel Naegelen**

*En 1948, Marcel-Edmond Naegelen devint gouverneur général de l'Algérie en remplacement d'Yves Chataigneau, jugé sur place trop libéral. Il pratiqua d'abord une politique d'intégration et d'apaisement, retouchant le statut de 1947, réformant la filière scolaire cloisonnée musulmans/européens, etc. Ce fut un échec, les concessions irritant la population pied-noir et ne satisfaisant pas les revendications des nationalistes ; Marcel-Edmond Naegelen fut rappelé en 1951. En 1951, il fut élu député des Basses-Alpes. En 1953, il fut candidat à la présidence de la République et réunit 328 voix (contre 477 à René Coty), dont celles du P.C. En 1954, il refusa le poste de résident général au Maroc et prit par la suite des positions favorables à l'Algérie française.*

#### **518 AP 5**

Naegelen, gouverneur général de l'Algérie. Février 1948-avril 1950.

#### **518 AP 8**

##### Algérie.

Deux volumes manuscrits (de la main de Naegelen), s.d. : *Le Drame algérien, Les Insoumis.*

Documents algériens. *Synthèse de l'activité algérienne, 1<sup>er</sup> janvier-31 décembre 1949*, imprimerie officielle, Alger.

*L'Algérie du demi-siècle vue par les autorités locales*, 1 vol. ronéoté, janvier 1954.

Gouvernement général de l'Algérie, cabinet civil : directives aux autorités locales, décembre 1955, 1 vol. ronéoté.

#### **518 AP 9**

##### Algérie.

Cabinet du ministre résident. Supplément au dossier Algérie 1956 (2er juillet-30 novembre 1956).

Cabinet du ministre de l'Algérie : dossier Algérie, 1957.

Service de l'Information du cabinet du ministre de l'Algérie. Action du gouvernement en Algérie. Mesures de pacification et réformes. Octobre 1957.

#### **518 AP 10**

##### Algérie.

Documentation et divers. 1947-1964.

#### **518 AP 11**

##### Algérie.

Documentation et divers. Documents non datés.

Coupures de presse.

L'année politique et économique (articles de Paule Herfort et Bernard Lavergne, janvier-mai 1956).

Revue Eurafrique, décembre 1963.

Emir Sehel, petit-fils d'Abd-el-Kader : allocation et Légion d'honneur.

#### **518 AP 13**

Albums de photographies de voyages : Sud oranais, 24-29 janvier 1949, 2 ex., voyage en Algérie de Vincent Auriol, président de la République, 29 mai-3 juin 1949.

#### **518 AP 14**

Albums de photographies de voyages : Setif, 26 novembre 1950 ; Medjana, 27 novembre 1950 ; Fezzan, janvier 1951 ; Ouargla, Touggourt, Tolga, Ouled Djellal ; Ouargla, Fort-Flatters, Djanet, In Salah, Aï n Sefra, janvier 1950 ; voyage dans le Constantinois, mars 1950.



**538 AP**  
**Fonds Eugène Claudius-Petit**

*Ebeniste puis professeur de dessin, Eugène Petit (1907-1989) a acquis son surnom de Claudius dans la Résistance. Son action au ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme, de 1948 à 1953, s'est avant tout caractérisée par un effort de décentralisation et de déconcentration ; c'est également lui qui a lancé les premiers plans nationaux d'aménagement du territoire. Fervent européen, il démissionne du cabinet Mendès-France après l'échec de la communauté européenne de défense en septembre 1954, et ne reviendra plus au gouvernement.*

*En 1959, Eugène Claudius-Petit est élu vice-président de l'Assemblée nationale. A partir des années 1960, il cumule les fonctions. Il est simultanément président de l'Union centrale des arts décoratifs et du Centre national d'études et d'initiatives du logement. Président du comité d'expansion de la Loire (1959-1973), il a recours, dans sa propre ville de Firminy, à des urbanistes et des architectes novateurs, tels Le Corbusier. Mais surtout, il fonde et préside la Société nationale de construction de logements pour les travailleurs immigrés (SONACOTRA) de 1956 à 1977.*

**538 AP 32**

Voyage de Claudius-Petit en Algérie, juillet 1960.

**538 AP 98**

Algérie.

Application de la législation sur l'urbanisme et le permis de construire : correspondance (1952) ; action psychologique pendant la guerre d'Algérie : brochure du colonel Lanusse (1956) ; activités de l'association " France-Algérie " : notes, correspondance, bulletins (1964-1977).

**539 AP**  
**Fonds Donnedieu de Vabres**

*Licencié en droit, diplômé de l'Ecole libre des sciences politiques, Jean Donnedieu de Vabres (né en 1918) fut auditeur au Conseil d'Etat (1941), puis maître des requêtes (1946) et conseiller d'Etat (1963). Chargé de mission au cabinet du président de la République française (1944-1946), il devint ensuite conseiller juridique et de législation du gouvernement tunisien (1946-1949), commissaire du gouvernement auprès de la section du contentieux du Conseil d'Etat (1951-1954), directeur de cabinet du ministre des Affaires marocaines et tunisiennes (1955-1956) et conseiller juridique de l'Organisation commune des régions sahariennes (1957).*

*Maître de conférences à l'Ecole nationale d'administration et professeur à l'Institut d'études politiques de Paris, Jean Donnedieu de Vabres fut directeur de cabinet de Pierre Guillaumat (ministre des Armées, 1958-1960, puis ministre délégué auprès du Premier ministre, avril-novembre 1962), directeur de cabinet de Georges Pompidou (Premier ministre, avril-novembre 1962), secrétaire général adjoint de la Défense nationale (1962) et secrétaire général du gouvernement (1964-1974). Président de la Commission des opérations de Bourse (1974-1980) et de la Commission de la concurrence (1980-1986), il fut aussi administrateur de la Société générale (1988-1997).*

#### **539 AP 4**

1958-1960. directeur du cabinet de Pierre Guillaumat, ministre des Armées puis ministre délégué auprès du Premier ministre.

*Dossier I. Politique algérienne : notamment documents remis à Jean Donnedieu de Vabres lors du voyage en Algérie du général de Gaulle en juillet 1958, discours, déclarations et messages du général de Gaulle, du général Massu, de Pierre Guillaumat, comptes rendus de réunions, instructions diverses, notes, rapports et correspondance.*

#### **546 AP**

##### **Fonds Henri-Paul Eydoux**

*Entré en 1933 à l'Office du gouvernement général de l'Algérie, Henri-Paul Eydoux devint adjoint au chef de service de l'Office touristique algérien. En juillet 1943, il rejoignit Jacques Soustelle à Alger où il fut chargé, au sein du Bureau central de renseignement et d'action (B.C.R.A.), d'accueillir et d'interroger les Français arrivant de la métropole. Le 15 août 1944, Eydoux débarqua en Provence avec l'armée Delattre et contribua à mettre en place l'administration destinée à assurer la continuité entre les structures démantelées de Vichy et les institutions issues de la Résistance.*

*Rendu à la vie civile, Henri-Paul Eydoux fut muté à la Direction des renseignements généraux et aussitôt envoyé en Allemagne occupée où il mit en place le service de récupération des œuvres d'art enlevées par les nazis.*

*Henri-Paul Eydoux fut appelé par Soustelle, nouveau gouverneur général de l'Algérie (1955-1956) comme conseiller technique. Revenu en France de 1956 à 1959, il effectua un second séjour algérien auprès de Soustelle mais au titre du ministère du Sahara, chargé de la mise en place des nouveaux départements du sud-algérien.*

#### **546 AP 6-7**

H.-P. Eydoux conseiller technique au cabinet de Jacques Soustelle, gouverneur général de l'Algérie. 1955-1956.

#### **546 AP 8**

Second séjour au Gouvernement général d'Alger. 1959-1960.

#### **546 AP 9**

Séjours en Algérie et au Sahara. 1955-1960.

#### **546 AP 10-11**

Documentation sur l'Algérie et le Sahara. 1930-1959.

#### **552 AP**

##### **Fonds Vincent Auriol**

*Avocat, Vincent Auriol (1884-1966) milita dans les rangs du parti socialiste et devint l'expert financier de la S.F.I.O. Il fut ministre des Finances dans le gouvernement Blum du Front populaire (1936) puis ministre de la Justice dans le cabinet Chautemps (1937). Ayant refusé d'appuyer le régime de Pétain, il gagna Londres en 1943. Après la Libération, il fut président des deux Assemblées constituantes. Elu président de la IV<sup>e</sup> République, il exerça pendant toute*

*la durée de son mandat (1947-1954) une influence réelle sur le régime, en favorisant une voie moyenne. Il est l'auteur d'un Journal du septennat (1947-1954).*

**552 AP 156. Afrique du Nord.**

Lettres, notes et synthèses notamment de Chérif Mécheri à Vincnet Auriol, sur la situation politique et sociale de l'Afrique du Nord, et de l'Algérie en particulier. Janvier-décembre 1956.

Note d'information de la commission des Finances du Conseil de la République sur les problèmes économiques et financiers de l'Algérie, avec en annexe une note de J.-L. Quermonne, professeur à la faculté de droit d'Alger *Assimilation, intégration, association : trois perspectives d'une nouvelle charte de l'Algérie* (57 et 30 p. dact.), 10 février 1956.

Etude du général Billotte "Propositions pour une action politique, administrative et militaire en vue du retour à la paix civile et du développement économique et social de l'Algérie", juin-novembre 1956 (109 p. dact.).

**552 AP 160**

Correspondance active et passive de Vincent Auriol. 1958.

**552 AP 161**

Vincent Auriol et la crise de mai-juin 1958.

**552 AP 165**

**Affaires algériennes. 1959-1960.**

Notes manuscrites et dactylographiées du président Auriol sur la situation en Algérie, comptes rendus d'entretiens avec le président Farès, ancien président de l'Assemblée algérienne, et avec le général de Gaulle en janvier-février 1959 ; notes et correspondance, extraits de presse, 1959-1960.

**552 AP 167**

**Affaires algériennes. 1961-1962.**

"Quelques notes quotidiennes. Octobre 1960-juillet 1961" : journal manuscrit de Vincent Auriol sur un cahier d'écolier (50 p.) et notes de sa main, s.d.

"Pour la paix en Algérie" : propositions de Vincent Auriol rédigées avec le concours de Louis Périllier et Chérif Mécheri, textes manuscrits et dactylographiés (7 et 9 p.), 1960-janvier 1961.

Notes et correspondance de Vincent Auriol échangées en particulier avec Claude Bourdet, Edouard Depreux, Maurice Duverger, le président Farès, Chérif Mécheri, Jean-Jacques Servan-Schreiber, sur les prises de position du président Auriol à propos de la situation en Algérie, de ses différends avec la presse et des articles dont il fut l'objet. 1962.

Documentation, extraits de presse, articles sur les événements d'Algérie, en particulier le procès des généraux Challe, Zeller et Jouhaud. 1961-1962.

Tracts, motions, propositions diverses, lettres anonymes. 1962.

**552 AP 168**

Correspondance diverse envoyée et reçue par Vincent Auriol en 1962, dont nombre de lettres concernent les événements d'Algérie.

*Fonctionnaire à la commission des Finances de la Chambre des députés, André Boutemy (1905-1959) entra en 1925 au cabinet de Jammy-Schmidt, sous-secrétaire d'Etat aux Finances, chargé des Régions libérées. Sous le gouvernement de Vichy, Boutemy fut successivement sous-préfet de Thonon (octobre 1940), directeur des Renseignements généraux (29 novembre 1941), préfet de la Loire (14 mai 1943) et préfet régional du Rhône (11 juin 1944). Révoqué de ses fonctions à la Libération, il fut détenu à Saint-Etienne, puis à Fresnes. Il recouvra ses droits civiques en novembre 1950. Conseiller politique au C.N.P.F., il fut élu sénateur de Seine-et-Marne le 18 mai 1952. Boutemy fut nommé ministre de la Santé publique et de la Population le 8 janvier 1953, mais il dut démissionner sous la pression des communistes le 9 février suivant. Membre de la commission des Finances du Conseil de la République, président de la Commission de contrôle de l'emploi des crédits de la Défense nationale, il représenta la France à l'Assemblée parlementaire européenne en 1957. Membre titulaire de la Commission de coordination pour l'examen des problèmes intéressant l'Indochine, il mourut le 15 juillet 1959 à Combs-la-Ville (Seine-et-Oise).*

### **553 AP 29-30**

Algérie : documentation. 1954-1958.

### **553 AP 31**

Missions en Algérie et au Sahara. 1956-1957.

Algérie : divers. 1951-1958.

## **560 AP**

### **Fonds René Pleven**

*René Pleven (1901-1993) se rallie à de Gaulle qui, dès la fin de juillet 1940, lui confie la direction du service des Affaires extérieures et coloniales. Commissaire aux Colonies dans le C.F.L.N. dès juin 1943, il préside en janvier 1944 la conférence africaine de Brazzaville. A la Libération, René Pleven conserve le ministère des Colonies, puis devient ministre des Finances, jusqu'au départ de de Gaulle en janvier 1946. René Pleven revient au gouvernement en 1949, en acceptant le ministère de la Défense nationale que lui offre Georges Bidault. Il occupe à nouveau ce ministère de mars 1952 à juin 1954, après avoir été président du Conseil du 13 juillet 1950 au 28 février 1951 puis du 11 août 1951 au 7 janvier 1952. Ministre de la Défense nationale lors de la chute de Diên Biên Phu le 7 mai 1954, il ne retrouve un ministère qu'en 1958, dans le gouvernement Pflimlin où les Affaires étrangères lui échoient pour quelques jours. Partisan du "oui" au référendum de 1958, il provoque avec Eugène Claudius-Petit une scission de l'U.D.S.R. avec François Mitterrand, son rival.*

### **560 AP 53**

Crises gouvernementales de 1957 et 1958.

Dossier 2. Notes du chef d'état-major général des Forces armées au sujet de l'Algérie. 3 décembre 1957-avril 1958.

Dossier 4. Crise de mai 1958.

## **561 AP**

### **Fonds Georgette Elgey**

*L'historienne Georgette Elgey a tenté de redonner au grand public une Histoire de la IV<sup>e</sup> République à travers quatre tomes dont le dernier fut publié en 1997. Elle a introduit une nouvelle méthode pour se saisir de l'histoire proche en pratiquant l'interview systématique des acteurs du jeu politique. Pour rédiger ses ouvrages, elle a utilisé ses notes et résumés d'entretiens, mais aussi l'abondante documentation à laquelle elle a eu accès comme archiviste de l'Elysée.*

#### **561 AP 12**

Lettres, télégrammes, notes, circulaires, rapports, cartes sur la situation en Algérie, les troubles de 1954, les mesures militaires prises, événements d'Algérie du 1<sup>er</sup> novembre 1954 au 1<sup>er</sup> février 1955, les projets de réforme de Mitterrand, et une annexe sur la situation en Tunisie en juin 1954.

Correspondance de Borgeaud, sénateur en Algérie, avec Mendès-France, novembre 1954.

L'Algérie, souvenirs dact. (Léonard), 3 vol., 1951-1955.

#### **561 AP 13**

Documents préparatoires à la loi du 6 mars 1956 sur l'instauration des pouvoirs spéciaux en Algérie, instructions de diverses affaires judiciaires relatives essentiellement au terrorisme, notes sur l'affaire du bazooka, déposition de F. Mitterrand dans le procès Salan, rapports et correspondance au sujet de morts douteuses, rapports sur les activités terroristes en Algérie.

#### **561 AP 14**

Dossier de notes et coupures de journaux constitué par Cazeaux et Rousselet sur les événements d'Algérie et en particulier les incidents de Sakhiet à l'attention de François Mitterrand.

Notes personnelles de François Mitterrand.

*La semaine en Algérie*, février-mai 1958 et autres articles.

Notes mss. sur le projet d'Union française d'outre-mer.

Etat des activités terroristes et des réactions des forces de l'ordre du 31 octobre 1954 au 15 janvier 1955.

### **571 AP**

#### **Fonds Joël Le Theule**

*Ministre des Départements et Territoires d'outre-mer du 31 mai au 12 juillet 1968, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de l'information, du 12 juillet 1968 au 20 juin 1969, Joël le Theule (1930-1980) devint, en avril 1978, ministre des Transports dans le troisième gouvernement Barre. Sa promotion au ministère de la Défense, où il avait la charge de préparer la loi de programmation militaire 1980-1982, fut de courte durée : il mourut d'une crise cardiaque deux mois plus tard. Maire de Sablé-sur-Sarthe de 1959 à 1980, député de la Sarthe de 1958 à 1968 et de 1969 à 1978, Joël le Theule avait présidé à plusieurs reprises la commission de la Défense nationale et des forces armées à l'Assemblée nationale.*

#### **571 AP 16**

Brochures sur l'Algérie, comptes rendus de missions en Algérie de membres de la commission parlementaire de la Défense nationale, fiches, notes sur les effectifs militaires en Algérie, les Harkis, études et rapports des corps d'armée d'Oran et de Constantine, 1959-1960.

### **581 AP**

#### **Fonds PSU**

*Le Parti socialiste unifié (PSU) est né le 3 avril 1960. Issu du regroupement de deux formations, l'Union de la gauche socialiste et le Parti socialiste autonome, composées d'ex-membres de la SFIO refusant le soutien accordé par leur parti au général de Gaulle au lendemain des événements d'Algérie de mai 1958, le PSU est bientôt rejoint par quelques anciens communistes et des personnalités politiques tels Mendès-France. La lutte contre la guerre et pour la paix en Algérie assure la cohésion du nouveau parti, du moins jusqu'en 1963. S'ouvre alors le temps des affrontements et de tendances sur ce que doit être le PSU et sur la façon dont il doit s'inscrire dans la société et le paysage politique français. A partir de 1974, le PSU se rapproche du PS, et il participe au gouvernement de 1981 à 1984. Sous la direction d'Edouard Depreux (1960-1967), Michel Rocard (1967-1973), Robert Chapuis (1973-1974), Michel Mousel (1974-1979), Huguette Bouchardeau (1979-1981), Jacques Salvator (1981-1983), Serge Depaquit (1983-1984) et Jean-Claude Le Scornet (1984-1989), le débat se poursuit jusqu'au XVIII<sup>e</sup> congrès national : le 24 novembre 1989, à une majorité de plus de 75 % des mandats, le PSU s'autodissout.*

#### **581 AP 1**

S.F.I.O., Comité socialiste d'étude et d'action pour la paix en Algérie. 1957-1958.

#### **581 AP 116**

Guerre d'Algérie. 1963.

### **582 AP**

#### **Fonds Jacques Kosciuzko-Morizet**

*Chef de cabinet du secrétaire général de la préfecture de la Seine (1944-1946), Jacques Kosciuzko-Morizet devint ensuite directeur adjoint des cabinets du président de l'Assemblée nationale (1946) et du président de la République (1946-1953). Directeur du cabinet de Félix Houphouët-Boigny, ministre délégué à la présidence du Conseil puis ministre d'Etat (1956-1957), il se lança dans une carrière diplomatique. Il fut successivement délégué de la France au Conseil de tutelle des Nations-Unies (1957-1963), ambassadeur au Congo-Léopoldville (1963-1968), directeur des affaires techniques et culturelles au secrétariat d'Etat aux Affaires étrangères chargé de la coopération (1968), ministre plénipotentiaire hors classe (1968), représentant permanent de la France auprès du Conseil de l'OTAN à Bruxelles (1969-1970), ambassadeur représentant permanent de la France aux Nations-Unies (1970-1972) et ambassadeur aux Etats-Unis (1972-1977). Jacques Kosciuzko-Morizet fut élevé à la dignité d'ambassadeur de France en 1977.*

#### **582 AP 7**

Directeur du cabinet civil du président de la République.

Algérie : renseignements nominatifs, comptes rendus d'écoutes téléphoniques. 1949.

#### **582 AP 9**

Notes, documentation, coupures de presse sur le Sahara. 1956-1957.